

Nous, personnels des lycées, déclarons notre opposition aux réformes en cours dans l'éducation et notre détermination à obtenir leur retrait...

Car Parcoursup...

- remet en cause le droit d'accès pour tout.e bachelier.e à l'université
- crée un parcours du combattant pour les élèves, les familles et les professeurs
- accroît les inégalités sociales et territoriales dans l'accès à l'enseignement supérieur

Car le "bac Blanquer"...

- ne serait plus un examen national, terminal et n'aurait donc plus la même valeur partout
- complexifierait incroyablement son organisation, avec 29 épreuves sur deux ans
- ferait passer le bac en permanence, suscitant des tensions constantes autour de l'évaluation

Car le lycée modulaire...

- contraindrait les élèves à sélectionner toujours plus tôt des matières qui détermineraient leurs études ultérieures, sans qu'ils aient les moyens ni la maturité pour faire ces choix
- créerait toujours plus de disparités entre les offres des établissements et les parcours des élèves
- remettrait en cause progressivement les programmes et les horaires nationaux par discipline, au profit d'arbitrages locaux toujours plus conflictuels, mettant des postes en insécurité permanente

Car ces réformes affecteraient nos métiers et nos conditions de travail

- en nous faisant remplacer les Psy-EN dans le travail d'orientation des élèves
- en nous forçant à effectuer une pré-sélection des élèves pour l'enseignement supérieur
- en cassant les groupes classes, remplacés par des groupes de 35 changeant d'une matière à l'autre
- en réduisant les horaires de la plupart des disciplines, ce qui signifie pour chaque prof plus de classes, d'élèves, de copies, de bulletins, de conseils de classe, etc.
- en instaurant de nouveaux enseignements flous, sources de conflits dans leur répartition
- en nous obligeant à tout organiser pour le « bac permanent » (bachotage, progressions contraintes, évaluations standardisées, etc) au détriment de notre liberté pédagogique
- en rendant les emplois du temps impraticables, tous les cours devant être mis en barettes

Car ces réformes impliquent la liquidation du statut

- l'annualisation du temps de travail, soi-disant reportée, est déjà prévue pour l'orientation en Seconde (54h annuelles à répartir localement) et conduirait à une hausse du temps de travail
- le gouvernement travaille déjà aux réformes suivantes avec la volonté de remettre en cause le statut de fonctionnaire, d'imposer un recrutement par les chefs d'établissement et des contrats précaires sous-payés en lieu et place du stage après le concours
- le gouvernement s'attaque déjà aux cheminot.e.s : nous sommes les prochain.e.s !

C'est pourquoi nous appelons à construire une mobilisation massive :

✓ **pour le retrait de ces réformes** (bac, lycée, Parcoursup, statuts...) par la tenue d'heures d'informations syndicales et d'AG, la constitution de collectifs de lutte, l'organisation de réunions avec les parents, de distributions de tracts...

✓ **pour de vraies améliorations du service public d'éducation :**

- travailler réellement à l'égalité des chances en donnant à chacun les moyens de poursuivre ses études dans de bonnes conditions
- ne pas fermer de classes, mais au contraire abaisser les effectifs pour tous les niveaux
- garantir les mêmes droits à tous les personnels et à tous les élèves sur tout le territoire
- mettre fin à la précarité, au lieu de la développer